

**Préfecture
Direction Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France**

Unité territoriale des Yvelines

ARRETE PORTANT MISE EN DEMEURE N°33416

SOCIÉTÉ RECALL FRANCE À COIGNERES (78310) 44 rue des Osiers

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 1988 autorisant la Compagnie Nouvelle ECO ARC dont le siège social est situé 3, rue Impériale à Auneau (28700) à procéder à l'aménagement et à l'exploitation d'un entrepôt de stockage d'archives papiers et bandes magnétiques dans son établissement situé 44 rue des Osiers, Zone d'Activités des Marais à Coignières (78310) (Bâtiment V) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 1988 autorisant la Compagnie Nouvelle ECO ARC dont le siège social est situé 3, rue Impériale à Auneau (28700) à poursuivre l'exploitation des installations soumises à autorisation et à déclaration avec bénéfice de l'antériorité dans son établissement situé 44 rue des Osiers, Zone d'Activités des Marais à Coignières (78310) (Bâtiments I, II, III et IV) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 août 1990 autorisant la société ECO ARC dont le siège social est situé 3, rue Impériale à Auneau (28700) à exploiter des installations soumises à autorisation et à déclaration dans son établissement situé 44 rue des Osiers, Zone d'Activités des Marais à Coignières (78310) (Bâtiment VI) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 1992 imposant des prescriptions spéciales et délivrant à la société ECO ARC récépissé de sa déclaration du 10 avril 1992 relative à l'exploitation d'un nouvel entrepôt – Archives VIII-, situé 44 rue des Osiers, Zone d'Activités des Marais à Coignières (78310) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 février 1996 mettant à jour le classement des activités exercées par la société ECO ARC située 44 rue des Osiers, Zone d'Activités des Marais à Coignières (78310) ;

Vu le récépissé en date du 17 février 1998 donnant acte à société ECO ARC de sa déclaration relative à l'exploitation d'un dépôt d'archives papier situé 44 rue des Osiers, Zone d'Activités des Marais à Coignières (78310) (Bâtiment IX) ;

Vu le récépissé en date du 23 avril 2007 donnant acte à la société RECALL France SA de sa déclaration de succession pour l'exploitation des activités susvisées ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 avril 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite de contrôle du 23 mars 2015;

Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observation, dans le délai qui lui était imparti, sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 27 avril 2015 ;

Considérant que lors de la visite en date du 23 mars 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté l'inobservation de certaines prescriptions et des enjeux en termes de sécurité incendie et de protection des réseaux d'eau ;

Considérant l'absence de réalisation des travaux de mise en conformité du système de protection contre les effets de la foudre ;

Considérant qu'au vu des caractéristiques et l'environnement du stockage, ce manquement est une entorse grave à la sécurité ;

Considérant la présence, dans la cellule 5, de quelques bureaux séparés de la zone de stockage par un mur en parpaing (considéré comme coupe-feu) sur un niveau, mais dotés d'une porte vitrée sans caractéristiques coupe-feu et avec un plafond que l'exploitant a confirmé ne pas être coupe-feu ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 16 à 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'article 7-3-2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 1988 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société RECALL de respecter les dispositions des articles des arrêtés susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er}: La société RECALL France est **mise en demeure** à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé 44 rue des Osiers à Coignières, de respecter :

↳ les dispositions relatives à la protection contre la foudre des articles 16 à 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en :

- transmettant **dans un délai maximal de trois mois** le bon de commande des travaux de mise en conformité,
- transmettant **dans un délai maximal de six mois** une attestation de fin de travaux par l'entreprise réalisatrice,
- transmettant **dans un délai maximal d'un an** le rapport de vérification complète des installations de protection contre les effets de la foudre.

↳ Les dispositions de l'article 7-3-2 de l'arrêté préfectoral du 29/03/1988 en :

- transmettant **dans un délai maximal de trois mois** un descriptif technique et le bon de commande des travaux de mise en conformité vis-à-vis de la protection incendie.

Article 2 : Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Le présent arrêté est notifié à la société RECALL et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
 - sous-préfet de Rambouillet,
 - maire de Coignières,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France,
 - directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Versailles, le 18 mai 2013

Le Préfet

Fleurbaey et par dérogation
Le chef de l'unité territoriale des Yvelines
Hendrik LEMARCHAND